Quel avenir pour les forêts alluviales du Rhône et de la Saône?



Liberté Égalité Fraternité

Le PNA Forêts alluviales du Rhône et Epipactis du Castor (2023-2032)

Lyon, 07/10/2025

Jean-Marc SALLES, chargé de mission biodiversité / DREALAuRA, pôle politique de la nature





Les Plans Nationaux d'Action

Rappel: qu'est-ce qu'un PNA?

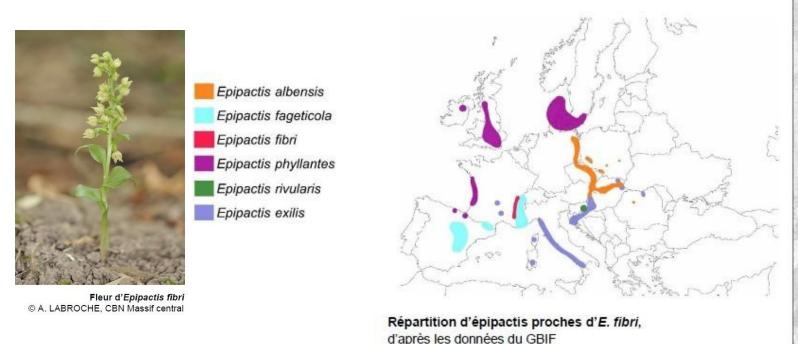
- Outils stratégiques qui visent à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable d'espèces menacées ou faisant l'objet d'un intérêt particulier
- Un outil en faveur des espèces endémiques particulièrement menacées (statuts CR et EN)
- PNA de seconde génération permettant de traiter des groupes d'espèces ou des habitats afin d'optimiser l'efficacité des actions
- Plus de 70 PNA ont déjà été élaborés sur le territoire national au bénéfice d'environ 200 espèces (faune & flore) parmi les plus menacées







522 km = linéaire français du fleuve Rhône Plaine alluviale = **300 k ha dont forêts 9** %

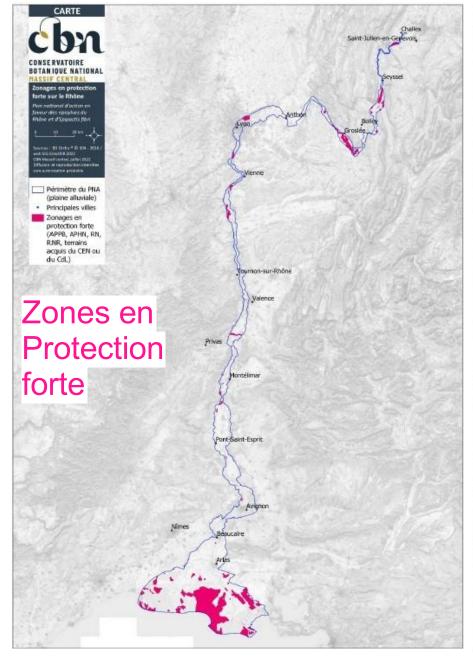


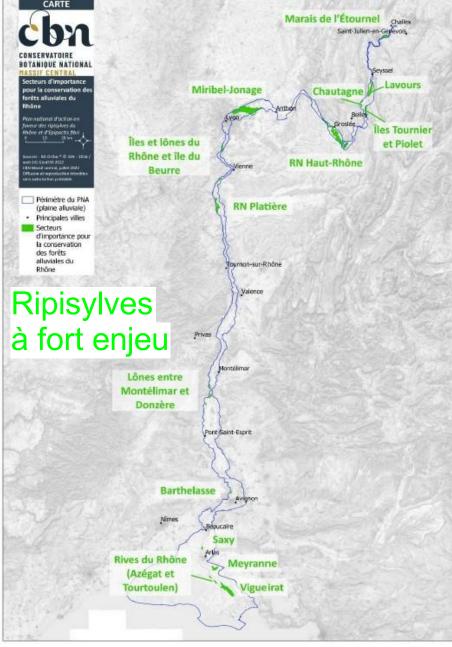
Espèce endémique, en danger d'extinction, non protégée 47 stations connues entre l'Ain et le Vaucluse





Périmètre peu couvert par les zones de protection forte







Pressions

Multiples causes

- Défrichements (dès le Néolithique)
- Anthropisation accélérée depuis l'ère industrielle
 - Navigation → chenalisation
 - Exploitation hydroélectrique →
 - Industrialisation -> pollution + pompages

 - Exploitation agricole

 déboisement + pompage + pollution
- Modification des peuplements par déconnexion de la nappe et par système hydrographique figé

















Enjeux et objectifs du PNA

Enjeu principal: maintenir et restaurer les populations d'Epipactis du Castor et de forêts alluviales du Rhône dans un état de conservation favorable

Enjeu 1 – Pour la **préservation** des derniers îlots forestiers

Enjeu 2 - Pour un accompagnement du processus de reforestation

Enjeu 3 – Pour une prise de conscience des forêts en tant que **patrimoine commun**

Enjeu 4 - Pour une complémentarité avec les autres programmes





Actions du PNA

Préservation

Action n°1.1.1	Amélioration des connaissances sur les
	communautés végétales
Action n°1.1.2	Amélioration des connaissances sur les
	espèces végétales et les champignons
	à enjeu de conservation
Action n°1.1.3	Spatialisation et recherche d'indicateurs
	d'état de conservation des forêts
	alluviales
Action n°1.2.1	Préservation des ripisylves par approche
	réglementaire et maîtrise foncière
E	

Action n°3.1.1	Sensibilisation du grand public
Action n°3.1.2	Formation des générations
	futures
Action n°3.1.3	Conseil des élus
Action n°3.2.1	Animation du « réseau fibri »

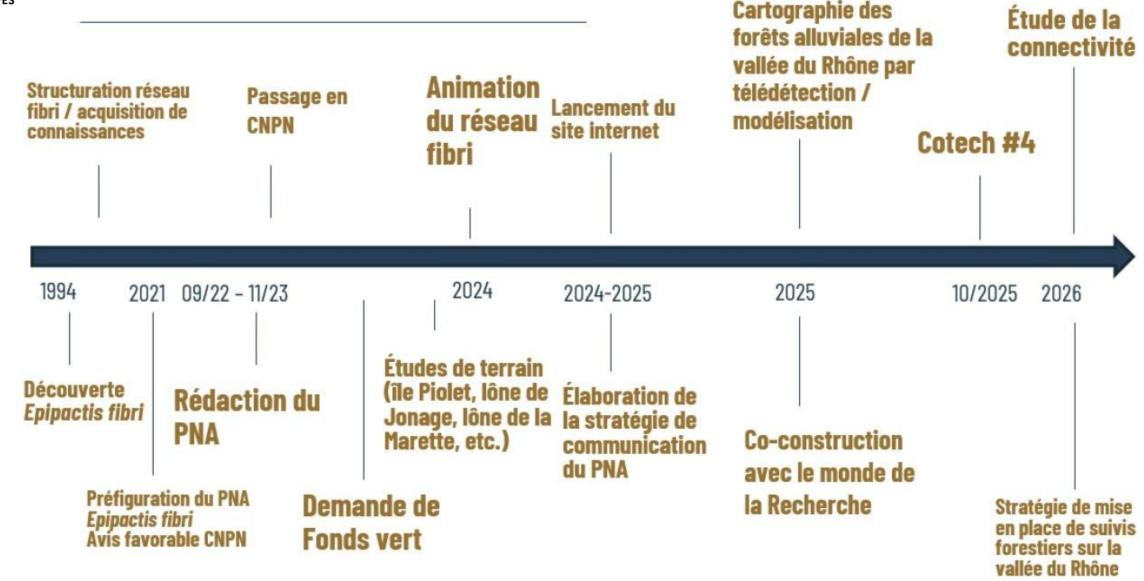
Restauration

Action n°2.1.1	Rétablissement des corridors forestiers
Action n°2.1.2	Travail avec la filière bois pour la mise
	en place d'une gestion forestière respectueuse de l'écosystème
Action n°2.2.1	Mise en place de suivis post- restauration
Action n°2.2.2	Renforcement des populations d'Epipactis du Castor

Action n°4.1.1	Déploiement des actions du
	PNA en cohérence avec les
	programmes structurants
Action n°4.1.2	Appui technique de la FCEN
	dans le cadre du PDG des EEE
Action n°4.1.3	Synergie avec les objectifs des
	programmes de recherche
Action n°4.1.4	Soutien des démarches citoyenne



Chronologie du PNA 2025-26





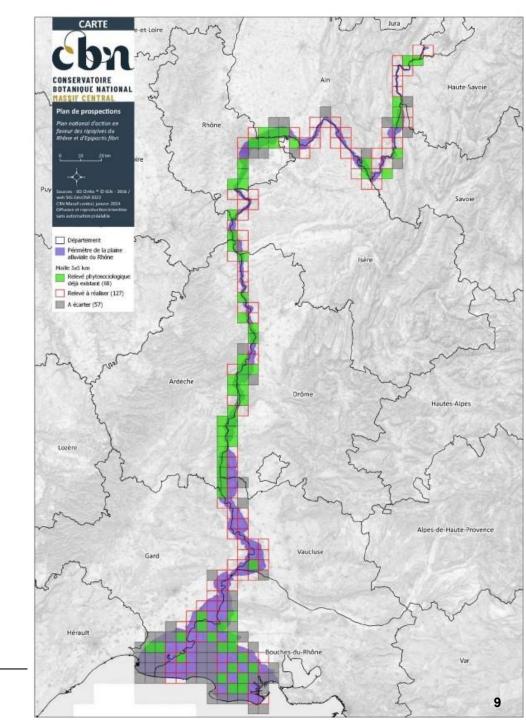
Dossier Fonds vert (2025-2026)



▲ 120 ke dont 80 % FV

Action PNA n°1.1.1. Amélioration des connaissances sur les communautés végétales

- 1. Cartographie par télédétection. Evaluation spatiale des communautés forestières et élaboration d'une méthode de mise à jour de la cartographie
- 2. Identification des zones prioritaires pour la biodiversité et de zones à restaurer
- 3. Capitalisation des suivis existants, choix d'un protocole et déploiement de la méthode sur 2 à 3 sites pilotes





Selon diaporama DGALN (colloque ripisylves à Paris, 2019)

=> https://www.genieecologique.fr/reference-biblio/journee-dechanges-techniques-gestion-ecologique-des-ripisylves-concilier

Ripisylve: Objet juridique non identifié

la ripisylve est un « OJNI »

Aucun texte ne traite vraiment directement de la ripisylve

- ➡ Le lit mineur est un objet de droit, le lit majeur aussi
- Les bois, forêts, espaces boisés sont objet de droit
- Les zones humides alluviales sont objet de droit
- Des « bandes » le long des cours d'eau sont objet de droit
- La propriété riveraine est objet de droit

(...)

La ripisylve peut se trouver dans ces objets mais n'est pas un objet spécifique.

Les règles de protection ou de gestion qui s'y appliquent sont indirectes

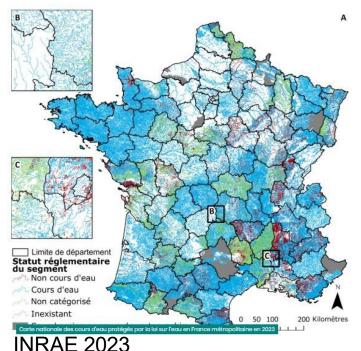


Selon diaporama DGALN (colloque ripisylves à Paris, 2019)

=> https://www.genieecologique.fr/reference-biblio/journee-dechanges-techniques-gestion-ecologique-des-ripisylves-concilier

Propriété :

- privée => 500 000 km de cours d'eau (jusqu'à la moitié du lit)
- publique DPF => 15 000 km (3%)



Code civil: fixe certains droits d'usages des riverains.

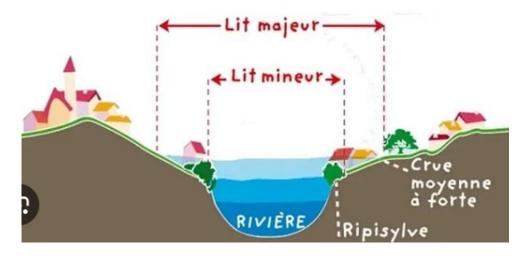
Rien de spécifique à la ripisylve => droit d'usage total moyennant de ne pas aggraver les bonnes conditions d'écoulement (limité progressivement par les lois sur l'eau)

INRAE 2023



Selon diaporama DGALN (colloque ripisylves à Paris, 2019) => https://www.genieecologique.fr/reference-biblio/journee-dechanges-techniques-gestion-ecologique-des-ripisylves-concilier

Ripisylve par l'entrée « lit mineur »



Entretien des cours d'eau (L.215-1) : doit se contenter de « gérer » la ripisylve existante, pour permettre le bon écoulement naturel (notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives).

- rien n'impose de la maintenir,
- rien n'interdit ni n'exige de la détruire.

GEMAPI : pas d'obligation explicite/ripisylve mais item restauration des écosystèmes aquatiques, permettant une meilleure prise en compte.

Servitudes (cas particuliers): travaux sur berges, digues, protection des berges...



Selon diaporama DGALN (colloque ripisylves à Paris, 2019)

=> https://www.genieecologique.fr/reference-biblio/journee-dechanges-techniques-gestion-ecologique-des-ripisylves-concilier

Protection indirecte des « bords de cours d'eau » => Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE), zones non traitées, directive nitrate (zones vulnérables).

Protection par diverses réglementations => SAGE, urbanisme / espaces boisés classés, code forestier, réglementation espèces protégées (habitat d'espèce), aire protégée (APPB, parcs, réserves), Natura 2000 (si objectif de conservation du DOCOB), charte des PNR, sites classés pour le paysage, AP encadrant les coupes à blanc le long de certains tronçons, etc.

Complexe, pas de synthèse disponible à ce jour sur la vallée du Rhône

- => recensement à faire dans le cadre du PNA ?
- => consulter les cartographies en ligne, au cas par cas (DATARA, GéoPortail) + RAA



Règlement européen sur la restauration de la nature

Le PNA contribue à atteindre les objectifs européens du RERN Objectifs (habitats d'IC en mauvais état) :

- connaissance : 90 % en 2030

- restauration : 30 % en 2030, 60 % en 2040, 90 % en 2050

En priorité dans les sites N2000

La restauration écologique des milieux naturels : deux modalités complémentaires

Le but visé dans la restauration est de rétablir un fonctionnement écologique satisfaisant des écosystèmes.

- Dans un premier temps l'objectif est de réduire ou supprimer les pressions exercées sur les écosystèmes : c'est la restauration naturelle.
- Lorsque ces conditions ne suffisent pas, des interventions techniques ciblées peuvent être mises en œuvre, qualifiées de continuum restauratif.

